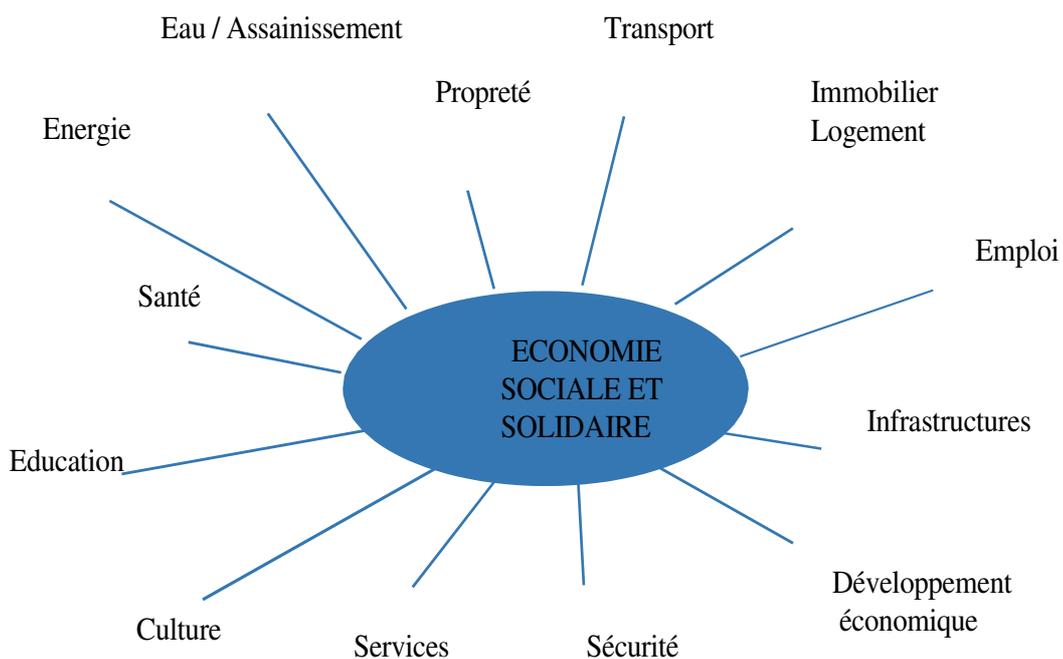


L'Économie Sociale et Solidaire & l'Économie Circulaire pour un développement durable des territoires

Les crises politiques, sociales, économiques et environnementales, avec leurs conséquences directes sur les populations, soulignent la nécessité de développer des nouveaux modèles et des nouvelles manières de faire qui permettent de conjuguer croissance économique, rentabilité, utilité sociale et solidarité. Si ces objectifs sont aujourd'hui reconnus et portés par l'ensemble des acteurs publics, et notamment par les collectivités territoriales, ils sont également endossés par les structures de l'Économie Sociale et Solidaire. L'ESS est un pilier de développement durable des territoires. Elle peut couvrir un très large périmètre de domaines d'intervention et doit s'adapter à chaque territoire, à ses réalités, à ses enjeux, à son avenir.

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) désigne des entreprises et des organisations – en particulier les coopératives, les mutuelles, les associations, les fondations et les entreprises sociales – qui produisent des biens et des services en poursuivant des objectifs sociaux avec un modèle économique pérenne.



L'économie circulaire

3 domaines, 7 piliers



Au-delà de la réponse directe aux besoins des populations, l'ESS porte des valeurs qui contribuent à un développement territorial harmonieux: participation citoyenne, responsabilité environnementale, solidarité, lutte contre l'exclusion. L'Économie circulaire quant à elle permet de produire des biens et des services de manière durable en limitant la consommation et le gaspillage des ressources. En cela l'ESS et l'EC en liant solidarité, inclusion cohésion et en préservant nos ressources, notre environnement permettent un développement économique durable des territoires.

Les élus locaux ont l'opportunité de générer un environnement positif à travers un engagement politique fort en faveur de l'ESS et de l'Économie Circulaire, et des actions concrètes en faveur des entreprises et des entrepreneurs du secteur : intégration de clauses sociales dans la politique d'achat, financement de projets, incubateurs d'entreprises de l'ESS, soutien aux énergies renouvelables, création de filière en circuits courts, salons et conférences d'animation Ils peuvent ainsi promouvoir des projets qui répondent à des enjeux de services directs associés au territoire, comme l'accès et le traitement des ressources, l'éducation, ou encore la culture, et ce tout en encourageant un modèle économique, social et environnemental équilibré et pérenne.

Des expériences réussies sont menées dans de nombreuses villes francophones. Notre réseau constitue un lieu privilégié pour échanger, capitaliser, mettre en place des initiatives qui soutiennent l'Économie Sociale et Solidaire.

Une commission thématique EC et ESS au sein de l'AIMF : Rôle, objectifs et enjeux ?

Dès 2013 le réseau international des maires francophones, en dédiant son Congrès annuel au thème « Les élus locaux francophones : leur action en faveur de l'économie sociale et solidaire » a été précurseur dans la prise en compte de ces enjeux. Depuis, l'AIMF favorise les échanges et la circulation des bonnes pratiques et encourage l'engagement des villes membres en faveur de l'Économie Sociale et Solidaire, notamment à travers le soutien aux projets concrets portés par les villes, et l'appui aux réseaux nationaux de maires pour la promotion de

l'ESS.

Au sein de l'AIMF, la **Ville de Bordeaux** assure depuis 2021 la présidence d'une nouvelle Commission qui relie « Economie sociale et solidaire et Economie circulaire ».

Comme indiqué par M. Pierre HURMIC, Maire de Bordeaux, devant les Maires francophones lors de la 93ème réunion du Bureau Exécutif de l'AIMF, en mars 2021,

« cette commission est l'occasion de dessiner les contours d'une nouvelle économie, ciment de nos villes, qui préserverait à la fois nos ressources naturelles et nos ressources sociales ». Ou pour reprendre l'économiste Kate Raworth, une économie répondant à un « plancher social » sans dépasser un « plafond environnemental ».

L'objectif central de la commission EC & ESS est de pouvoir être une plateforme de partage des expériences en matière d'EC et ESS afin de contribuer aujourd'hui à nourrir les transitions économiques et sociales à venir. Convaincue par la capacité de mise en œuvre des villes, la commission souhaite proposer une expertise et des pistes d'action aux villes, en s'appuyant sur un travail de partage d'expériences, de capitalisation des acquis et des outils pour renforcer l'Economie circulaire et l'Economie Sociale et Solidaire sur les territoires. L'Economie circulaire et de l'Economie Sociale et Solidaire sur leurs territoires.

Pour ce faire, la ville de Bordeaux a défini une feuille de route reprenant les engagements et recommandations des villes, données lors du Congrès d'Abidjan de 2022.

Les projets de l'Economie Sociale et Solidaire et de l'Economie Circulaire co-financés par l'AIMF

Les lignes suivantes présentent des exemples de projets d'Economie Sociale et Solidaire avec un impact direct sur les territoires.

Titre du projet : FEDACAM – Femmes et énergie durable : appui au réseau des femmes élues locales du Cameroun

Pays : Cameroun

Enjeux territoriaux : Environnement, énergies durables, genre

Activité : Soutenu par un partenariat multiple, public et privé, le FEDACAM a été monté en soutien au Réseau des femmes élues locales du Cameroun (FEDA-Cam) : pour faire face au problème de l'électrification, il mise sur l'engagement des femmes élues locales, sur une

La ville de Bordeaux, une place forte de l'économie de demain au niveau national et international

Convaincue de la nécessité de repenser nos modèles économiques, avec l'humain et pour la nature, la ville de Bordeaux joue un rôle moteur dans les transitions économiques au niveau local, national et international. L'année 2021 a été marquée par l'organisation d'une rencontre du Bureau de l'AIMF sur le thème « la ville en économie circulaire », par la nomination de Bordeaux à la présidence du Forum Mondial de l'ESS (GSEF) et par la signature d'une convention quadripartite, inédite en France, de coopérations en faveur de l'ESS et de l'innovation sociale entre la Ville de Bordeaux, la Région Nouvelle-Aquitaine, Bordeaux Métropole et le Conseil départemental de la Gironde.

Souhaitant accélérer sur ses ambitions de transitions économiques, la ville de Bordeaux s'est ensuite dotée en 2022 d'un plan d'action ESS ambitieux et d'une feuille de route pour le déploiement de la monnaie locale complémentaire. La ville accueillera, à ce titre, en 2023 les 1ères rencontres européennes des monnaies locales.

Ainsi, c'est fort de ces engagements que la ville de Bordeaux assure depuis 2021 la présidence de la commission permanente de l'AIMF dédiée à l'Economie Circulaire et Sociale et solidaire.

approche « réseau » pour la mutualisation de ressources techniques et financières entre les villes, sur une coalition entre le niveau central et décentralisé et sur le renforcement de la maîtrise d'ouvrage locale.

La phase actuelle du FEDACAM intègre une composante « Economie Sociale et Solidaire », à travers l'élargissement du partenariat au Réseau des Maires camerounais pour l'Economie sociale et solidaire (REMCESS). Le programme travaille notamment à la création ou au renforcement de coopératives locales pour la gestion des équipements photovoltaïques des communes bénéficiaires.

Objectifs ? Développer une énergie propre et autonome dans les communes gérées par des femmes, sécuriser l'éclairage et l'alimentation électrique d'infrastructures publiques, et encourager des modèles de gestion innovants, basés sur l'alliance des collectivités locales et des organisations de la société civile.

Pour plus d'information :

<https://www.aimf.asso.fr/actions/fedacam-femmes-et-energie-durable-appui-au-reseau-des-femmes-elues-locales-du-cameroun/>

Titre du projet : Appui à la revalorisation de la ceinture verte de Ouagadougou

Pays : Burkina Faso

Enjeux territoriaux : Environnement, ESS, Genre, emplois, agriculture urbaine

Activité : Ce programme mis en œuvre par la Municipalité de Ouagadougou soutient le reboisement de la ceinture verte historique de la ville et la promotion des cultures maraîchères et agroforestières pour assurer leur préservation, pour et avec les communautés. Une logique d'économie sociale et solidaire et d'économie circulaire est à la base de la démarche et du partenariat avec les coopératives de femmes maraichères.

L'appui de l'AIMF vise à revaloriser 20 ha de ceinture verte pour étoffer les initiatives en cours et susciter un effet d'entraînement chez d'autres partenaires et bailleurs.

Pour plus d'information : [OUAGADOUGOU - Appui à la revalorisation de la ceinture verte — AIMF](#)

Titre du projet : Centre de Développement Intégré à l'attention des femmes de Gitega

Pays : Burundi

Enjeux territoriaux : Développement économique, genre, emplois

Activité : Ce projet s'intègre dans l'un des axes clairement définis par le Plan Communal de Développement Communautaire (PCDC) de Gitega, qui a été élaboré selon une logique participative par l'équipe communale de planification.

Il vise un double objectif :

- Soutenir les femmes membres de la coopérative AKARANGA – GITEGA, récemment créée à l'initiative de la commune et encadrée par le Centre pour jeunes de Gitega. Ce dernier n'étant pas adapté pour accueillir les nouvelles activités, un espace dédié à la réalisation va être créé : le Centre de développement intégré.
- Etendre la démarche sur le territoire : la commune étendra ces activités en partenariat avec d'autres coopératives de femmes. Une partie des activités de formation, précédemment conduites dans le Centre pour jeunes, se poursuivront et seront destinées à un public de jeunes filles déscolarisées.

Pour plus d'information : [Gitega : Un centre de développement intégré à l'attention des femmes — AIMF](#)

Titre du projet : Projet de Gestion Durable des Déchets Solides ménagers

Pays : LACS 1 (ANEHO) – Togo

Enjeux territoriaux : Santé, Salubrité, Economie circulaire

Activité : Projet de développement et de pérennisation du service municipal de gestion des déchets de la Commune qui intègre des approches environnementales exemplaires d'économie circulaire. Le service englobe la pré-collecte, la collecte et le recyclage des déchets ménagers en compost et énergie (déchets d'abattoir) ; le tri des déchets recyclables et leur revente et réutilisation en partenariat avec le secteur associatif et privé. Le projet vise également la diminution des déchets, l'éducation à l'environnement en milieu scolaire et le développement de forêts urbaines en remplacement des anciennes zones de dépôt sauvage.

Pour plus d'information : [Aného - Gestion durable des déchets solides ménagers — AIMF](#)

Titre du projet : Projet d'Amélioration des Services Energétiques et Durables dans le Zou (PASED-ZOU) - phase 1.

Pays : Bénin

Enjeux territoriaux : Développement rural, éducation, emplois, agriculture

Activité : Pour améliorer l'accès à l'électricité, la Communauté de Communes du Zou accompagne ses 9 communes membres en développant une démarche durable pour répondre au défi climatique, tout en améliorant les conditions de vie des populations.

Le projet intègre également une composante d'appui aux coopératives issues de la société civile, en encourageant l'utilisation des systèmes photovoltaïques pour la production agricole.

Pour plus d'information : [Amélioration des services énergétiques et durables dans le Zou \(PASED-ZOU\) — AIMF](#)

Titre du projet : Economie Circulaire et Salubrité dans la Ménoua (EcoSaMe)

Pays : Cameroun (Syndicat des Communes de la Menoua et Dschang)

Enjeux territoriaux : Développement économique, économie circulaire, emplois, agriculture

Activité Le projet EcoSaMe est soutenu par un partenariat entre la ville de Dschang, le syndicat interdépartemental de la Ménoua (SYCOME), Nantes Métropole et l'AIMF avec l'appui de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, et s'inscrit dans la continuité d'une coopération décentralisée de longue date.

La Commune de Dschang est engagée depuis plusieurs années dans une démarche circulaire de gestion des déchets solides. L'élargissement de cet engagement au secteur de l'assainissement liquide fait l'objet du projet EcoSaMe, qui vise à améliorer l'accès aux services essentiels et les conditions de vie de plus de 600 000 habitants.

Le projet développe une filière économique locale de gestion des boues de vidange à l'échelle intercommunale, avec des retombées directes sur le territoire dans une logique d'économie circulaire, y compris le développement d'une filière écologique de commercialisation de produits de la station en co-compostage, pour l'amélioration des engrais naturels.

Pour plus d'information / <https://www.aimf.asso.fr/actions/economie-circulaire-et-salubrite-de-la-menoua-ecosame-amelioration-de-lacces-aux-services-essentiels-et-du-cadre-de-vie/>

Titre du projet : Projet Communautaire d'Accès à l'Eau et l'Assainissement (PCAEA) 3, composante assainissement

Pays : Mauritanie

Enjeux territoriaux : Développement urbain, environnement, salubrité, économie sociale et solidaire

Activité : Au vue des besoins importants de la capitale mauritanienne en termes d'eau potable et d'assainissement, la Communauté urbaine de Nouakchott (CUN) et la ville de Lausanne ont mis en place, entre 2015 et 2018, un Projet Communautaire d'Accès à l'Eau et l'Assainissement (PCAEA). A l'issue de cette première phase, ces deux villes membres de l'AIMF ont souhaité y associer le réseau des Maires francophones pour approfondir les activités, élargir le montage partenarial et périmètre financier du programme. Associant désormais aussi les villes de Bordeaux et de Metz et les agences de l'eau Adour Garonne et Rhin Meuse, ce programme est aujourd'hui un exemple pour la mise en cohérence de la coopération décentralisée francophone.

A travers les activités menées dans les différentes phases du programme, l'objectif des partenaires est l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'eau des populations défavorisées, le développement du secteur de l'assainissement autonome et la maîtrise d'ouvrage de la Région de Nouakchott ainsi que le soutien à une coopération décentralisée francophone.

Le volet assainissement comporte une composante de renforcement et d'implication des vidangeurs semi-mécaniques, dans une démarche de développement de l'ESS.

Pour plus d'information : [NOUAKCHOTT - Projet communautaire d'Accès à l'eau et à l'assainissement — AIMF](#)

Titre du projet : DAKAR CEPEM

Pays : Sénégal

Enjeux territoriaux : Entreprenariat, ESS

Activités : Avec un taux de chômage de 14,9%, les jeunes et les femmes dakarois éprouvent des grandes difficultés à s'insérer dans le tissu économique. Des milliers de jeunes et de femmes veulent aujourd'hui démarrer une activité économique. Ils sont encouragés par les autorités nationales, mais aussi municipales. Ainsi la ville de Dakar soutient cette démarche au niveau local, notamment grâce au Fonds de Développement et de Solidarité Municipal (FODEM).

La Couveuse d'Entreprise pour la Promotion de l'Emploi par la Micro – entreprise, en abrégé CEPEM, a été créée au sein du FODEM de Dakar, grâce à l'appui de l'AIMF et de la ville de Marseille entre 2015 et 2018. Il s'agit d'un outil d'accompagnement entrepreneurial qui se positionne dans la phase amont de la création, généralement perçue comme cruciale pour déterminer le succès ou l'échec de l'entreprise.

L'AIMF et la Ville de Montréal se sont impliquées entre 2019 et 2021 également dans le soutien à la formation des entrepreneurs, notamment avec l'appui de l'Ecole des Entrepreneurs de Québec.

Pour plus d'information : [Dakar - Renforcement de la couveuse d'entreprise pour la promotion de l'emploi par la micro-entreprise \(CEPEM\) — AIMF](#)

Titre du projet : Extension de la filière Assainissement de Mahajanga à travers sa structuration, l'innovation et le développement des compétences locales

PAYS : MAHAJANGA – Madagascar

Enjeux : Environnement, salubrité, ESS

Activités : Projet intégré qui vise à fournir une solution pérenne à la problématique de l'assainissement autonome dans cette ville moyenne, la troisième de Madagascar. Orienté vers l'introduction de technologies et d'outils innovants, ce projet contribue directement à la lutte contre le changement climatique et à ses répercussions en assurant le traitement des boues de vidange et l'accès à l'assainissement amélioré à l'échelle de la ville. Il est conduit dans une logique de développement de l'ESS en soutien aux petits opérateurs de vidange, mais également avec une composante de recyclage et d'économie circulaire pour la réutilisation des matières traitées.

Pour plus information: [MAHAJANGA - Extension de la filière assainissement — AIMF](#)

Titre du projet : PROFERTIL : Structuration et gestion de la filière des boues de vidange et développement de la filière agricole

Pays : SIEM REAP – Cambodge

Enjeux territoriaux : Salubrité, économie circulaire, agriculture

Activités : Projet de développement d'une filière de transformation de boues de vidange en fertilisant agricole, avec le double objectif d'amélioration de l'hygiène publique d'une part et de développement d'une filière agricole naturelle. Cette démarche contribue à l'atténuation des effets du changement climatique, via le travail sur la régénération des sols, le développement d'une filière de production et de distribution locale.

L'ONG Agrisud International est notamment en appui aux autorités cambodgiennes pour les accompagner dans ce volet du projet.

Pour plus d'informations : [SIEM REAP / PROFERTIL : Structuration de la filière GBV et développement de la filière agricole — AIMF](#)

Titre du projet : Structuration et gestion de la filière de boues de vidange à Vientiane et à Phnom Penh

Pays : VIENTIANE – Laos

PHNOM PENG - Cambodge

Enjeux territoriaux : Salubrité, économie circulaire, agriculture urbaine

Activités : Conception et construction de sites de traitement des boues de vidange, pour l'amélioration des conditions sanitaires dans les villes et le développement de filières économiques locales, à travers la vente du produit final en foresterie comme en agriculture. Ces projets innovants ont également des conséquences mesurables en termes d'atténuation des effets du changement climatique.

La démarche entreprise à Vientiane entre 2016 et 2019 a été le premier projet de ce type soutenu par l'AIMF et a inspiré la démarche actuelle en cours aussi à Phnom Penh, Capitale du Cambodge.

Pour plus d'informations : [Vientiane - Structuration et gestion de la filière des boues de vidange — AIMF](#)

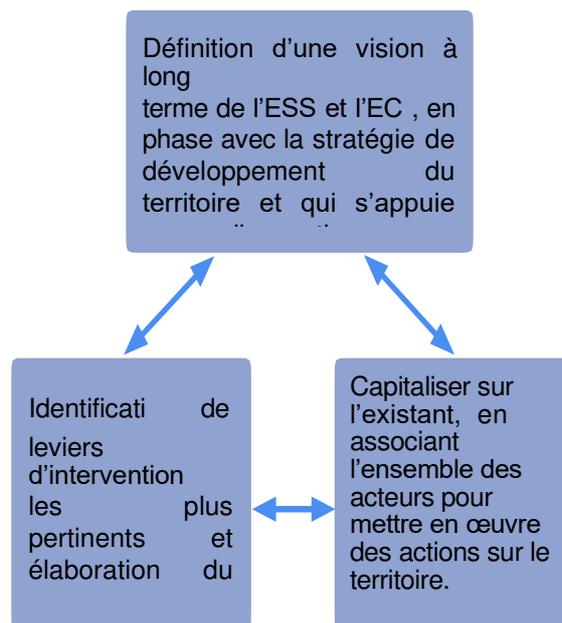
[Phnom Penh – Structuration et gestion de la filière des boues de vidange - AIMF](#)

Quelles pistes d'action pour les autorités locales ?

Approche méthodologique pour les territoires

L'appui des autorités locales à l'Economie Sociale et Solidaire et à l'Economie Circulaire doit être en phase avec la stratégie de développement du territoire. Elle doit être portée par les élus locaux avec une vision long terme sur les enjeux prioritaires (ressources, développement économique, logement, etc.). Elle doit s'appuyer sur un diagnostic qui permette d'identifier les acteurs locaux de l'ESS et de l'EC, les actions qu'ils mettent en œuvre, et donc de les prendre en compte dans la politique locale.

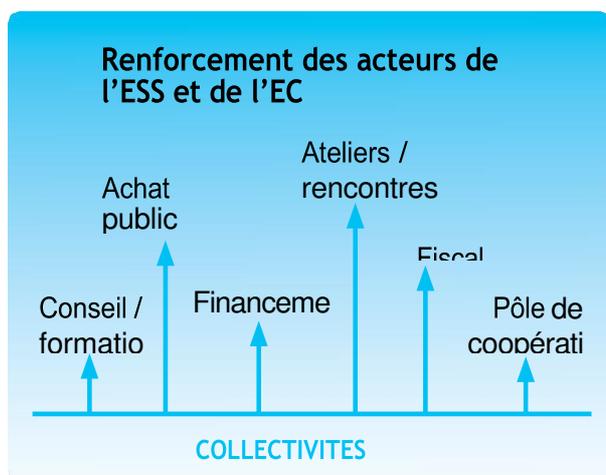
Enfin, les leviers d'intervention les plus pertinents à activer doivent être identifiés et un plan d'action territorial, qui associe les acteurs de terrain et s'appuie sur un financement et une gouvernance pérenne, doit être établi.



Les facteurs clés de succès

Les facteurs clés de succès sont multiples et doivent être définis et évalués en amont pour valider les projets identifiés. On pourra notamment citer ceux-ci :

- des projets en phase avec la stratégie territoriale
- une forte mobilisation des élus et des techniciens locaux
- un haut niveau d'intégration des acteurs privés
- un montage financier et économique avec risque maîtrisé
- une dimension entrepreneuriale dans la conduite des projets



Les leviers d'intervention des collectivités locales

Les collectivités territoriales ont l'opportunité de contribuer directement et rapidement au développement de l'ESS.

Cela peut passer par l'orientation de leur politique d'achat, l'appui à la création et au développement d'entreprises sociales, l'animation territoriale à travers notamment la création de pôles de coopération et l'organisation d'ateliers ou conférences spécifiques à l'ESS, le lancement de projets public-privés, de services relationnels aux populations (éducation, santé, culture...).

Ces différents leviers d'intervention sont des formidables outils pour renforcer le tissu économique et social et doivent être priorités en fonction des projets associés et des spécificités de chaque territoire.